

**Audience publique du 17 juillet 2002**

=====

Recours formés par  
**MM. ... et consorts**  
contre  
des décisions du ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural  
en matière de quotas laitiers

-----

**JUGEMENT**

**I.** Vu la requête inscrite sous le numéro 14253 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif le 3 décembre 2001 par Maître Fernand ENTRINGER, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de

MM. ..., cultivateurs, demeurant à L-..., (N<sup>o</sup> d'exploitation agricole 500-100),

tendant principalement à l'annulation et subsidiairement à la réformation d'une décision du ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural du 5 octobre 2001 refusant de faire droit à leur demande en obtention d'un quota supplémentaire de lait formulée dans le cadre de l'article 6 paragraphe (1) point c. du règlement grand-ducal du 1<sup>er</sup> mars 2000 concernant l'application du régime de prélèvement supplémentaire sur le lait ;

Vu le mémoire en réponse déposé au greffe du tribunal administratif par le délégué du gouvernement le 21 février 2002 ;

Vu le mémoire en réplique déposé le 12 mars 2002 au greffe du tribunal administratif au nom des demandeurs ;

Vu le mémoire en duplique déposé en date du 3 avril 2002 par le délégué du gouvernement ;

**II.** Vu la requête inscrite sous le numéro 14321 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif le 18 décembre 2001 par Maître Fernand ENTRINGER, préqualifié, au nom de

1. M. ..., cultivateur, demeurant à L-..., (N° d'exploitation agricole 418-100),
2. M. ..., cultivateur, demeurant à L-..., (N° d'exploitation agricole 994-050),
3. M. ..., cultivateur, demeurant à L-..., (N° d'exploitation agricole 427-070),
4. M. ..., cultivateur, demeurant à L-..., (N° d'exploitation agricole 921-267),
5. M. ..., cultivateur, demeurant à L-..., (N° d'exploitation agricole 253-310),
6. MM. ..., cultivateurs, demeurant à L-..., (N° d'exploitation agricole 325-360),
7. M. ...., cultivateur, demeurant à L-..., (N° d'exploitation agricole 498-360),
8. M. ..., cultivateur, demeurant à L-..., (N° d'exploitation agricole 190-160),
9. M. ..., cultivateur, demeurant à L-..., (N° d'exploitation agricole 067-070),
10. M. ..., cultivateur, demeurant à L-..., (N° d'exploitation agricole 324-460),
11. M. ..., cultivateur, demeurant à L-..., (N° d'exploitation agricole 242-010),
12. M. ..., cultivateur, demeurant à L-..., (N° d'exploitation agricole 294-040),
13. M. et Mme ...., cultivateurs, demeurant à L-..., (N° d'exploitation agricole 472-010),
14. M. ..., cultivateur, demeurant à L-..., (N° d'exploitation agricole 064-050),
15. M. ..., cultivateur, demeurant à L-..., (N° d'exploitation agricole 180-190),
16. M. ..., cultivateur, demeurant à L-..., (N° d'exploitation agricole 463-540),
17. M. ..., cultivateur, demeurant à L-..., (N° d'exploitation agricole 179-130),
18. M. ..., cultivateur, demeurant à L-..., (N° d'exploitation agricole 055-070),
19. M. ..., cultivateur, demeurant à L-..., (N° d'exploitation agricole 187-280),
20. M. ..., cultivateur, demeurant à L-..., (N° d'exploitation agricole 398-090),
21. M. ..., cultivateur, demeurant à L-..., (N° d'exploitation agricole 381-450),
22. M. ..., cultivateur, demeurant à L-..., (N° d'exploitation agricole 373-340),
23. M. ..., cultivateur, demeurant à L-..., (N° d'exploitation agricole 323-070),
24. M. ..., cultivateur, demeurant à L-..., (N° d'exploitation agricole 431-010),
25. M. ...., cultivateur, demeurant à L-..., (N° d'exploitation agricole 218-120),
26. MM. ..., cultivateurs, demeurant à L-..., (N° d'exploitation agricole 499-090),
27. M. ..., cultivateur, demeurant à L-..., (N° d'exploitation agricole 208-550),
28. M. ..., cultivateur, demeurant à L-..., (N° d'exploitation agricole 014-030),
29. M. ..., cultivateur, demeurant à L-..., (N° d'exploitation agricole 367-060),
30. M. ..., cultivateur, demeurant à L-..., (N° d'exploitation agricole 215-090),
31. M. ..., cultivateur, demeurant à L-...,

- (N° d'exploitation agricole 162-130),
32. MM. ..., cultivateurs, demeurant à L-..., (N° d'exploitation agricole 418-480),
33. MM. ..., cultivateurs, demeurant à L-..., (N° d'exploitation agricole 469-270),
34. M. ..., cultivateur, demeurant à L-...,  
(N° d'exploitation agricole 130-030),
35. MM. ..., cultivateurs, demeurant à L-..., (N° d'exploitation agricole 494-230),
36. M. ..., cultivateur, demeurant à L-...,  
(N° d'exploitation agricole 210-150),
37. M. ..., cultivateur, demeurant à L-...,  
(N° d'exploitation agricole 036-170),
38. M. ..., cultivateur, demeurant à L-...  
(N° d'exploitation agricole 350-430),
39. Mme ..., cultivateurs, demeurant à L-..., (N° d'exploitation agricole 262-090),
40. M. ..., cultivateur, demeurant à L-...,  
(N° d'exploitation agricole 366-120),
41. MM. ..., cultivateurs, demeurant à L-...,  
(N° d'exploitation agricole 179-090),
42. M. ..., cultivateur, demeurant à L-..., (N° d'exploitation agricole 172-250),
43. M. ..., cultivateur, demeurant à L-...,  
(N° d'exploitation agricole 331-100),
44. M. ..., cultivateur, demeurant à L-..., (N° d'exploitation agricole 095-270),
45. M. ..., cultivateur, demeurant à L-...,  
(N° d'exploitation agricole 472-050),
46. M. ..., cultivateur, demeurant à L-...,  
(N° d'exploitation agricole 426-190),
47. M. ..., cultivateur, demeurant à L-...,  
(N° d'exploitation agricole 471-080),
48. M. ..., cultivateur, demeurant à L-... (N° d'exploitation agricole 277-080),
49. M. ..., cultivateur, demeurant à L-...  
(N° d'exploitation agricole 388-050),
50. MM. ..., cultivateurs, demeurant à L-..., (N° d'exploitation agricole 386-010),
51. M. et Mme ..., cultivateurs, demeurant à L-..., (N° d'exploitation agricole 296-330),
52. Mme ..., cultivatrice, demeurant à L-..., (N° d'exploitation agricole 068-030),
53. M. ..., cultivateur, demeurant à L-..., (N° d'exploitation agricole 429-080),
54. MM. ..., cultivateurs, demeurant à L-..., (N° d'exploitation agricole 412-030),
55. Mme ..., cultivatrice, demeurant à L-..., (N° d'exploitation agricole 055-140),
56. MM. ..., cultivateurs, demeurant à L-..., (N° d'exploitation agricole 474-540),
57. M. ..., cultivateur, demeurant à L-..., (N° d'exploitation agricole 173-150),

tendant principalement à l'annulation et subsidiairement à la réformation de décisions du ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural du 5 octobre 2001 refusant à chacun d'eux de faire droit à leurs demandes respectives en obtention d'un quota supplémentaire de lait formulées dans le cadre de l'article 6 paragraphe (1) point c. du règlement grand-ducal précité du 1<sup>er</sup> mars 2000 ;

Vu le mémoire en réponse déposé au greffe du tribunal administratif par le délégué du gouvernement le 26 février 2002 ;

Vu le mémoire en réplique déposé le 12 mars 2002 au greffe du tribunal administratif au nom des demandeurs ;

Vu le mémoire en duplique déposé en date du 3 avril 2002 par le délégué du gouvernement ;

**III.** Vu la requête inscrite sous le numéro 14327 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif le 19 décembre 2001 par Maître Fernand ENTRINGER, préqualifié, au nom de

M. ..., cultivateur, demeurant à L-..., (N° d'exploitation agricole 402-030),

tendant principalement à l'annulation et subsidiairement à la réformation d'une décision du ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural du 5 octobre 2001 refusant de faire droit à sa demande en obtention d'un quota supplémentaire de lait formulée dans le cadre de l'article 6 paragraphe (1) point c. du règlement grand-ducal précité du 1<sup>er</sup> mars 2000 ;

Vu le mémoire en réponse déposé au greffe du tribunal administratif par le délégué du gouvernement le 26 février 2002 ;

Vu le mémoire en réplique déposé le 12 mars 2002 au greffe du tribunal administratif au nom du demandeur ;

Vu le mémoire en duplique déposé en date du 3 avril 2002 par le délégué du gouvernement ;

**IV.** Vu la requête inscrite sous le numéro 14389 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif le 3 janvier 2002 par Maître Fernand ENTRINGER, préqualifié, au nom de

M. ..., cultivateur, demeurant à L-..., (N° d'exploitation agricole 154-200),

tendant principalement à l'annulation et subsidiairement à la réformation d'une décision du ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural du 5 octobre 2001 refusant de faire droit à sa demande en obtention d'un quota supplémentaire de lait formulée dans le cadre de l'article 6 paragraphe (1) point c. du règlement grand-ducal précité du 1<sup>er</sup> mars 2000 ;

Vu le mémoire en réponse déposé au greffe du tribunal administratif par le délégué du gouvernement le 26 février 2002 ;

Vu le mémoire en réplique déposé le 12 mars 2002 au greffe du tribunal administratif au nom du demandeur ;

Vu le mémoire en duplique déposé en date du 3 avril 2002 par le délégué du gouvernement ;

**I. – IV.** Vu les pièces versées en cause et notamment les décisions critiquées ;

Où le juge-rapporteur en son rapport, ainsi que Maître Fernand ENTRINGER et Monsieur le délégué du gouvernement Gilles ROTH en leurs plaidoiries respectives.

-----

---

Suite à des demandes en obtention d'un quota supplémentaire de lait formulées dans le cadre de l'article 6 paragraphe (1) point c. du règlement grand-ducal du 1<sup>er</sup> mars 2000 concernant l'application du régime de prélèvement supplémentaire sur le lait introduites respectivement par MM., le ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, ci-après dénommé le « ministre », les informa par lettres datées au 5 octobre 2001, de ce qui suit :

*« Zu meinem grossen Bedauern muss ich Ihnen leider mitteilen, dass Ihrem Antrag im laufenden Quotenjahr nicht stattgegeben werden kann, da die hierfür benötigten Referenzmengen zur Zeit nicht in der nationalen Reserve vorhanden sind. In diesem Zusammenhang möchte ich Sie darauf hinweisen, dass die im Frühjahr 2000 und 2001 durchgeführten Umtauschaktionen (Tausch von Milchquoten gegen Mutterkuhprämienrechte) nicht den eingangs erwarteten Erfolg verzeichneten ; somit konnten die für die Zuteilung von Zusatzquoten eingeplanten Referenzmengen nicht in vollem Umfang aufgebracht werden.*

*Gleichzeitig möchte ich Sie darauf hinweisen, dass, laut der in Artikel 6 Absatz (2) des vorerwähnten Reglementes aufgestellten Prioritätenliste, Betriebe der vorerwähnten Kategorie [Betriebe deren Referenzmenge niedriger ist als die Milchablieferungen des Referenzjahres 1983] bei der Vergabe von Zusatzquoten an dritter Stelle stehen. Gemäss den Bestimmungen des vorerwähnten Artikels werden die in der nationalen Reserve zur Verfügung stehenden Referenzmengen im laufenden Quotenjahr ausschliesslich dafür verwendet, um die vorliegenden Anträge der Prioritätskategorien 1 und 2 (Junglandwirte beziehungsweise Erzeuger deren Zusatzquote « Junglandwirt » auf 23.800 kg aufgebessert wird) zu bedienen ».*

Par requête déposée le 3 décembre 2001, MM. ..., ont introduit un recours tendant principalement à l'annulation et subsidiairement à la réformation de la décision susénoncée du ministre du 5 octobre 2001 en ce qu'elle refuse de faire droit à leur demande en obtention d'un quota supplémentaire de lait.

Par une deuxième requête déposée le 18 décembre 2001, MM.... ont également introduit un recours tendant principalement à l'annulation et subsidiairement à la réformation des refus ministériels du 5 octobre 2001 les concernant respectivement.

Par respectivement une troisième et une quatrième requête déposées le 19 décembre 2001 et 3 janvier 2002, MM. ... et ... ont également introduit des recours contentieux identiques dirigés contre les décisions de refus prévisées leur notifiées.

Dans la mesure où les différentes décisions ministérielles de refus, toutes datant du 5 octobre 2001, ont trait à des demandes en obtention d'un quota supplémentaire de lait formulées par les différents demandeurs dans le cadre de l'article 6 paragraphe (1) point c. du règlement grand-ducal précité du 1<sup>er</sup> mars 2000, qu'elles contiennent une motivation libellée en des termes identiques et que les différents demandeurs ont fait développer des moyens et arguments identiques à leur encontre, il échet de joindre, dans l'intérêt d'une bonne

administration de la Justice, les quatre recours, respectivement introduits sous les numéros 14253, 14321, 14327 et 14389 du rôle, pour y statuer par un seul et même jugement.

Le délégué du gouvernement conclut en premier lieu à l'irrecevabilité des recours subsidiaires en réformation au motif qu'aucune disposition légale ne prévoirait un recours au fond en la matière.

Encore que les demandeurs entendent exercer principalement des recours en annulation et subsidiairement des recours en réformation, le tribunal a l'obligation d'examiner en premier lieu la possibilité d'exercer des recours en réformation contre les décisions critiquées, l'existence d'une telle possibilité rendant irrecevable l'exercice d'un recours en annulation contre les mêmes décisions.

Ceci dit, il convient encore de préciser que si le juge administratif est saisi d'un recours en réformation dans une matière dans laquelle la loi ne prévoit pas un tel recours, il doit se déclarer incompétent pour connaître du recours (trib. adm. 28 mai 1997, Pas. adm. 2001, V° Recours en réformation, n° 6, et autres références y citées).

Aucune disposition légale ne conférant compétence, à la juridiction administrative, pour statuer comme juge du fond en la matière, le tribunal est incompétent pour connaître des demandes en réformation des décisions critiquées.

Le tribunal est cependant compétent pour connaître des recours en annulation, recours de droit commun contre les décisions administratives, admissible à l'égard de toute décision administrative non susceptible d'un autre recours d'après les lois et règlements.

Les recours en annulation, non autrement contestés sous ce rapport, sont également recevables pour avoir été introduits dans les formes et délai de la loi.

A travers leurs mémoires introductifs et en réplique, les demandeurs critiquent que l'Etat n'a pas déposé de pièce administrative et ils demandent la communication « *du dossier administratif concernant la réserve nationale, son alimentation et son utilisation pour au moins les trois exercices révolus* ».

Il y a lieu de passer outre cette demande, étant donné qu'elle est devenue sans objet, le délégué du gouvernement ayant déposé, ensemble avec son mémoire en duplique, un rapport administratif contenant les données chiffrées des quatre périodes de 1998/1999 à 2001/2002, renseignant les disponibilités de la réserve nationale et précisant les allocations de quantités de référence supplémentaires effectuées au cours desdites années de référence.

S'il est vrai que, comme l'a relevé oralement lors des plaidoiries le mandataire des demandeurs, ledit rapport ne précise pas les données chiffrées relativement à l'alimentation de la réserve nationale et qu'on ne saurait en tirer des informations quant aux causes de l'évolution de la réserve nationale au cours des dernières années, il n'en reste pas moins que le tribunal ne saurait faire droit à la demande supplémentaire tendant à ordonner la production desdites informations, dont les demandeurs font exposer avoir besoin dans le cadre de leurs démarches futures auprès des autorités étatiques. En effet, les demandeurs se méprennent sur l'objet de leurs recours qui n'ont pas trait à des litiges relatifs à l'accès à des informations que l'administration pourrait le cas échéant leur fournir, mais s'y refuse, mais leurs recours tendent

à faire examiner – dans la limite des moyens soulevés - la légalité des décisions administratives litigieuses refusant de faire droit à leurs demandes d'allocation de quotas supplémentaires de lait, étant relevé que la pièce produite en cause par le délégué du gouvernement – dont la véracité n'est pas contredite par les demandeurs - met le tribunal en mesure de statuer par rapport aux recours et aux moyens y soulevés.

Dans le cadre de leur premier moyen d'annulation, les demandeurs soutiennent que l'Etat, par le biais de l'article 6 paragraphe (1) point c. du règlement grand-ducal précité du 1<sup>er</sup> mars 2000, aurait créé un intérêt protégeable en leur faveur, mais qu'il aurait manqué de se donner « *les mesures pour satisfaire cet intérêt protégeable de façon adéquate ou au moins [leur] (...) donner une chance sérieuse et non factice de satisfaction* ».

Sur ce, ils estiment que l'Etat ne saurait se « *retrancher derrière un mauvais agencement des moyens d'intervention et donc de satisfaction des besoins des requérants pour refuser de répondre à leur droit légitime* ».

Il convient de prime abord de préciser que le règlement grand-ducal précité du 1<sup>er</sup> mars 2000, qui remplace – avec effet à partir du 1<sup>er</sup> avril 2000 - le règlement grand-ducal du 14 mars 1996 concernant l'application au Grand-Duché de Luxembourg du régime de prélèvement supplémentaire sur le lait, constitue une mesure d'application des règlements communautaires en la matière directement applicables en droit luxembourgeois, de telles mesures étant confiées au Grand-Duc par l'article 37 alinéa 4 de la Constitution.

Dans ce contexte, c'est à juste titre que le délégué du gouvernement relève que ladite réglementation communautaire vise, par l'instauration d'un régime de quotas laitiers, à endiguer une importante surproduction laitière.

Or, des quotas individuels ayant été déterminés pour chaque producteur de lait dès 1987, le régime actuellement applicable (article 6 du règlement grand-ducal précité du 1<sup>er</sup> mars 2000) prévoit « *dans la limite des quantités qui y sont disponibles* » la possibilité d'allocations de quantités de référence supplémentaires de lait à partir d'une réserve nationale de quantités de référence et ceci à certaines catégories de producteurs telles que définies au paragraphe 1. dudit règlement grand-ducal, à savoir

« *a) aux jeunes producteurs nouvellement installés :*

- *sur une exploitation sur laquelle une quantité de référence individuelle était déjà disponible au cours de la période de douze mois précédant celle au titre de laquelle la demande en obtention de la quantité de référence supplémentaire est introduite,*
- *qui ont bénéficié de la prime d'installation au cours d'une des deux années précédant la fin de la période de douze mois au titre de laquelle la demande en obtention d'une quantité de référence supplémentaire est introduite,*
- *qui ne bénéficient pas de droits à la prime à la vache allaitante obtenus gratuitement en provenance de la réserve nationale au titre de leur installation, ni n'introduisent une demande en obtention de tels droits à ce titre. (...)*

*b) aux producteurs qui, dans le passé, se sont vu allouer une quantité de référence supplémentaire inférieure à 23800 kg au titre de l'installation d'un jeune producteur ou qui, le cas échéant, n'ont pu en bénéficier, puisque l'exploitation disposait déjà d'une quantité de*

*référence supplémentaire allouée au titre de l'installation d'un jeune producteur ou disposait d'une quantité de référence individuelle supérieure à 250.000 kg. (...)*

*c) aux producteurs qui disposent d'une quantité de référence individuelle inférieure aux livraisons de lait effectuées à un acheteur au cours de l'année 1983 ou, le cas échéant, à l'objectif du plan de développement. (...) ».*

Pour le cas où les quantités disponibles à la réserve nationale seraient insuffisantes pour l'ensemble des demandes introduites, le paragraphe (2) de l'article 6 du règlement grand-ducal précité du 1<sup>er</sup> mars 2000 ajoute que, « *les demandes en obtention d'une quantité de référence supplémentaire sont prises en considération comme suit :*

- a) Sont satisfaites en premier lieu les demandes présentées au titre du paragraphe (1), point a), du présent article.*
- b) Sont satisfaites en deuxième lieu les demandes présentées au titre du paragraphe (1), point b), du présent article.*
- c) Sont satisfaites en troisième lieu les demandes présentées au titre du paragraphe (1), point c) du présent article ».*

Il convient encore de relever qu'en l'espèce, il se dégage du rapport précité produit par le délégué du gouvernement qu'au cours de l'année de référence 2000/2001, sur des disponibilités totales de la réserve nationale de 2.639.454 kilogrammes, la 1<sup>ère</sup> catégorie prioritaire de producteurs (art. 6 paragraphe (1) point a.) s'est vu allouer 1.285.200 kilogrammes, c'est-à-dire que 54 producteurs ont pu bénéficier d'une quantité de référence supplémentaire, la deuxième catégorie prioritaire de producteurs (art. 6 paragraphe 1. point b.) (240 producteurs postulants) ont partiellement reçu satisfaction par l'attribution de la quantité résiduaire de 1.354.254 kilogrammes, et les demandes en provenance des producteurs de la troisième catégorie prioritaire (art. 6 paragraphe (1) c.), dont font partie les demandeurs, n'ont plus été prises en compte.

Ceci dit, il se dégage indubitablement des dispositions précitées que, contrairement à la thèse soutenue par les demandeurs, le régime instauré au Luxembourg n'a pas consacré des droits, dont la satisfaction est en tout état de cause garantie, mais il organise une possibilité aléatoire d'allocation de quantités de référence supplémentaires s'il devait y avoir des disponibilités suffisantes dans la réserve nationale, ce qui dépend notamment du succès que rencontrent les mesures et les incitations tendant à augmenter lesdites disponibilités. Cette conclusion se dégage en premier lieu de l'emploi des termes « *dans la limite des quantités qui y [la réserve nationale] sont disponibles* » et elle est confirmée par le fait que le paragraphe (2) dudit article 6 fixe expressément les priorités de prise en considération des demandes pour l'attribution de quantités de référence supplémentaires en cas d'insuffisance de la réserve nationale pour satisfaire toutes les demandes.

Il convient d'ajouter que le fait que le régime d'échange de primes à la vache allaitante contre des quotas laitiers afin d'augmenter la réserve nationale, tel qu'organisé par le règlement grand-ducal du 2 mars 2000 concernant l'allocation de droits à la prime à la vache allaitante en provenance de la réserve nationale et portant certaines modalités d'application du régime de la prime à la vache allaitante pour l'année 2000 et les autres procédures de rachat et d'écèlement, n'ont pas connu - pour des raisons qu'il serait oiseux d'examiner dans le cadre des présentes - le succès escompté, est certes regrettable, mais n'est pas de nature à affecter la



légalité des décisions ministérielles de refus d'octroi de quantités de référence supplémentaires telles que formulées par les demandeurs.

Il s'ensuit que le premier moyen d'annulation laisse d'être fondé.

Les demandeurs ont encore fait développer un second moyen d'annulation basé sur ce que « *la politique luxembourgeoise en matière de quotas laitiers a consisté à faire la charité avec le bien d'autrui, c'est-à-dire à prélever sur des entreprises saines des quotas, c'est-à-dire des droits de production, pour favoriser d'autres producteurs sans contrepartie* » et que cette politique serait « *contraire à la constitution (article 11-6) et à l'article 1 du premier protocole additionnel de la Convention Européenne des Droits de l'Homme* ».

Ce moyen d'annulation, non autrement développé ni par écrit ni oralement, est également à écarter, étant donné que les demandeurs ne l'ont pas assorti de la précision requise, notamment par rapport aux dispositions légales concrètement visées, de sorte que la partie défenderesse n'a pas utilement pu prendre position, c'est-à-dire qu'elle n'a pas pu préparer et assurer sa défense et que, *a fortiori*, le tribunal n'est pas en mesure de statuer par rapport audit moyen. – Ceci dit, il ne semble néanmoins pas inutile d'ajouter qu'en tout état de cause, les choix politiques des autorités luxembourgeoises, c'est-à-dire les considérations d'opportunité à la base des diverses dispositions intervenues en droit luxembourgeois en la matière, pour autant qu'elles se meuvent dans les limites du pouvoir relaissé aux Etats membres par les règlements communautaires y relatifs, restent soumis à l'appréciation souveraine du pouvoir politique et leur contrôle ne rentre pas dans la mission du juge de la légalité.

Il suit de l'ensemble des considérations qui précèdent que les recours ne sont pas fondés et que les demandeurs doivent en être déboutés.

### **Par ces motifs,**

le tribunal administratif, deuxième chambre, statuant contradictoirement ;

joint les affaires introduites sous les numéros 14253, 14321, 14327 et 14389 du rôle ;

se déclare incompétent pour connaître des recours subsidiaires en réformation ;

reçoit en la forme les recours en annulation ;

dit que les demandes en communication des dossiers administratifs sont devenues sans objet ;

au fond, déclare les recours en annulation non justifiés, partant en déboute ;

condamne les demandeurs aux frais.

Ainsi jugé par:

M. Schockweiler, vice-président,  
M. Campill, premier juge,  
Mme Lamesch, juge,

et lu à l'audience publique du 17 juillet 2002, par le vice-président, en présence de M. Schmit,  
greffier en chef.

Schmit

Schockweiler